

en quelque sorte, d'exploiter le potentiel d'investissement de la technologie apparue au Canada au début du présent siècle.

Afin de justifier cette explication, il faudrait évidemment un long exposé que je veux épargner aux honorables députés...

M. Grégoire: Surtout parce que vous n'êtes pas capable!

L'hon. M. Lamontagne: Non, tout simplement.

(Traduction)

M. Fisher: Puis-je poser une question au ministre? Je voudrais qu'il nous donne plus de détails. Il semble dire que l'équipement social, le logement et ainsi de suite ne fournissent pas les solutions voulues. Il paraît croire qu'il faut nous tourner vers le secteur privé, et puisqu'il en est arrivé à cette conclusion, peut-être pourrait-il nous fournir une explication?

L'hon. M. Lamontagne: Je ne crois pas avoir abouti à cette conclusion. Je me suis borné à dire, en fournissant des preuves à l'appui, que notre économie avait ralenti sa cadence d'expansion et que la raison essentielle, la principale cause de ce ralentissement c'était la déduction des investissements, notamment dans le secteur privé.

M. Grégoire: Je mets le ministre au défi de le prouver.

L'hon. M. Lamontagne: Reportez-vous aux chiffres officiels.

M. Grégoire: Je voudrais précisément citer quelques chiffres officiels. Si vous examinez l'augmentation des impôts et les domaines connexes au Canada, vous trouverez des données indiquant que l'industrie canadienne est en régression.

(Texte)

M. l'Orateur suppléant: L'honorable député pose-t-il une question ou fait-il une déclaration?

Puis-je me permettre de lui rappeler que l'honorable ministre a la parole en ce moment et qu'il ne doit pas être interrompu, à moins qu'une question lui soit posée et qu'il consente à y répondre.

L'hon. M. Lamontagne: Je disais donc, monsieur le président, qu'au lieu de me lancer dans une longue explication de cette anémie chronique, je préférerais, à ce stade-ci, donner tout simplement une illustration de ce qui semble s'être passé au Canada au cours des dernières années.

L'industrie du papier et celle de l'automobile en sont deux qui sont nées de la technologie qui est apparue au Canada, comme dans le reste du monde, au début du présent

siècle. Elles représentaient à leur début, lorsqu'elles sont apparues, un potentiel considérable d'investissements et d'emplois, tant directs qu'indirects.

On n'a qu'à songer aux nouvelles usines, à la réalisation de projets hydro-électriques, aux opérations forestières, à l'expansion des industries du pétrole et de l'acier, à la construction des postes de service et des routes. Ces industries, comme beaucoup d'autres qui ont tant contribué à notre expansion accélérée, continueront sans doute de grandir à l'avenir. Mais, à mon avis, à un rythme considérablement moins rapide, car, comme je le disais il y a un instant, elles ont pratiquement fini d'exploiter leur potentiel initial d'investissement dans le contexte actuel des marchés mondiaux et des politiques traditionnelles de l'État.

Si ce diagnostic est juste, comme je le crois, il devrait nous inquiéter, car il révèle un profond malaise au sein de notre économie. Cette maladie ne peut être guérie en dénonçant ceux qui en font le diagnostic, comme des prophètes de malheur.

Ces problèmes que posent les récessions et la stagnation dans notre pays sont rendus encore plus difficiles de nos jours à cause des bouleversements du monde qui nous entoure. Ces bouleversements, nous les retrouvons d'abord sur le plan des techniques, alors que les premiers signes d'une nouvelle révolution technologique nous permettent déjà d'entrevoir les progrès rapides de l'automatisation qui exige une spécialisation toujours plus grande de la main-d'œuvre et qui détruit, en cours de route, plusieurs sources traditionnelles d'emplois.

Ces bouleversements, nous les retrouvons aussi dans les changements radicaux des courants mondiaux du commerce qui s'opèrent sous nos yeux avec la formation d'immenses blocs commerciaux. Ces bouleversements auront de profondes répercussions sur l'économie canadienne et exigeront la transformation radicale de plusieurs de nos industries et de nos régions.

Ce serait manquer de réalisme de penser que le secteur privé, laissé à lui-même, peut surmonter ces difficultés. Les changements radicaux qui surviennent présentement dans le monde et les ajustements qu'ils nécessiteront chez nous, les récessions et l'anémie dont souffre l'économie canadienne exigent non seulement une nouvelle association entre le secteur public et le secteur privé, mais aussi une direction plus audacieuse et plus dynamique de l'État.

Pour surmonter nos présentes difficultés, il faut des politiques nouvelles, appliquées avec un esprit nouveau et dans des cadres administratifs nouveaux. En d'autres termes, il